

Attentats du 11 mars : Une intox menée en direct par Aznar

Par Jean-Hebert ARMENGAUD et François MUSSEAU

17-03-04 Libération

Retour sur trois jours de mensonges qui ont fait scandale et abouti à la perte des élections.

Madrid envoyés spéciaux

Dans les heures, puis les jours qui ont suivi le carnage de Madrid, le gouvernement de José Maria Aznar et le Premier ministre espagnol lui-même ont tout fait pour accréditer la thèse d'un attentat d'ETA. Elle pouvait le servir électoralement lors des législatives de dimanche. Cette énorme opération d'intoxication a provoqué un scandale politique qui a pesé dans sa défaite électorale. Selon nos informations, il a été jusqu'à provoquer des tensions avec le chef de l'Etat, le roi Juan Carlos Ier. Retour, heure par heure, sur une opération de manipulation de l'opinion qui s'est finalement retournée contre ses auteurs.

Jeudi, attentats à Madrid

Jeudi, de 7 h 39 à 7 h 42 : dix bombes explosent dans quatre trains, sur la même ligne de banlieue. Le bilan s'élevait hier à 201 morts. 10 heures. La police reçoit un appel signalant une camionnette suspecte près de la gare d'Alcala de Henares (d'où sont partis trois des quatre trains). A l'intérieur, elle découvre sept détonateurs et une cassette vidéo d'apprentissage du Coran. 10 h 30. Arnaldo Otegi, leader de Batasuna, la branche politique (interdite) d'ETA, déclare que « les objectifs et le modus operandi démontrent qu'ETA ne peut pas être responsable de ce massacre ». Des journalistes de la grande agence (publique) de presse EFE apprennent au même moment par des sources policières la découverte de la camionnette. « Mais la censure tournait déjà à plein », explique Alfonso Bauluz, spécialiste de l'Irak à EFE. Miguel Platon, le directeur de l'information, a donné ordre que toutes les dépêches concernant l'attentat passent entre ses mains pour être « validées » avant d'être envoyées à tous les médias nationaux. « Nous avons eu rapidement d'autres informations de sources policières. Elles nous disaient notamment qu'une bombe n'avait pas explosé et avait été retrouvée intacte. Que le retardateur était un téléphone portable. Et que la langue sélectionnée sur ce téléphone était l'arabe. Ces informations n'ont pas été diffusées par la direction de l'agence. » Le comité d'entreprise de EFE a depuis demandé la révocation de Miguel Platon et du président de l'agence, deux hommes du gouvernement.

Aznar téléphone aux médias

13 heures. José Maria Aznar appelle personnellement par téléphone les directeurs des principaux quotidiens espagnols. Il leur dit sa « conviction » qu'ETA est bien l'auteur du massacre. Antonio Franco, directeur du quotidien catalan El Periodico : « Convaincu que le président du gouvernement ne

pouvait pas donner des assurances sur un sujet sans en avoir la certitude, j'ai décidé de titrer l'édition spéciale d'El Periodico : "Le 11-M (le 11 mars) d'ETA".

» La plupart des journaux espagnols publient des éditions spéciales allant dans le même sens. 13 h 15. Le ministre de l'Intérieur, Angel Acebes, fait sa première apparition : « Le gouvernement n'a aucun doute qu'ETA est derrière l'attentat. Une quelconque intoxication qui détournerait l'attention de ces responsables est absolument misérable. » Peu avant, selon de bonnes sources, il a pourtant reçu un rapport des services de renseignement prenant très au sérieux la piste islamiste. 14 heures. Déclarations d'Aznar. Il ne cite pas ETA mais accuse la « bande terroriste », synonyme d'ETA. Dans l'après-midi, des responsables du palais de la Moncloa (la présidence du gouvernement) appellent tous les correspondants étrangers basés à Madrid, dont celui de Libération : « Dites bien dans votre journal qu'il s'agit d'ETA. » « Tentative de manipulation inacceptable », s'insurge le Néerlandais Steven Adolf, qui préside le Cercle des correspondants étrangers à Madrid.

A l'ONU, le Conseil de sécurité vote une résolution

17 h 25. La ministre des Affaires étrangères, Ana Palacio, envoie une note à tous ses ambassadeurs : « Vous devrez profiter de toutes les occasions qui s'offriront pour confirmer qu'ETA est l'auteur de ces attentats. » L'Espagne fait même adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU une condamnation qui cite nommément l'organisation basque. « L'Espagne a lourdement insisté pour cela, a expliqué à El Pais à New York un des ambassadeurs du Conseil de sécurité. Etant donné les circonstances, personne n'a osé résister. » Ce lundi, l'Espagne a dû présenter ses excuses au Conseil de sécurité pour avoir trompé le monde entier. En fin d'après-midi, selon nos informations, le roi Juan Carlos Ier décide de s'adresser aux Espagnols. Mais il exige du gouvernement qu'il reconnaisse publiquement, avant d'intervenir, que la piste islamiste n'est pas exclue. 20 h 15. Très nerveux, le ministre de l'Intérieur confirme la découverte de la fourgonnette. Il insiste cependant que « cet élément a été placé là pour semer le doute dans les esprits », car « ETA reste la priorité ».

Le roi n'évoque pas ETA, Aznar persiste

20 h 25. Nouveau coup de fil d'Aznar à Antonio Franco, d'El Periodico. « Aznar s'excuse alors de ne pas avoir pu m'informer, avant la déclaration d'Acebes, de l'existence d'une autre piste dans l'enquête. Mais il me réaffirme qu'ETA était bien l'auteur du massacre. » 20 h 30. Juan Carlos appelle « à la fermeté et à la sérénité » face à la « barbarie terroriste ». Mais il ne cite pas le nom d'ETA. 21 heures. Le journal en langue arabe de Londres Al-Qods reçoit par mail une revendication d'un groupe qui se dit lié à Al-Qaeda.

Vendredi, le nom d'Al-Qaeda est cité

6 heures. Les quotidiens parlent d'Al-Qaeda comme d'une piste possible, mais se font toujours l'écho de la position gouvernementale. El Pais indique qu'il peut aussi bien s'agir « d'ETA que de l'extrémisme islamiste ». Le quotidien catalan La Vanguardia note : « Les preuves désignent Al-Qaeda, mais le gouvernement insiste sur ETA. » « Notre directeur a sûrement dû être appelé par Aznar,

comme les autres, mais, ici, il n'y a eu aucune consigne donnée aux journalistes », assurait hier Juanjo Caballero, représentant des journalistes. 11 heures. Aznar persiste dans la désinformation : « Je ne concède pas le bénéfice du doute » à ETA. 18 h 15. Acebes : « ETA reste en première ligne de l'enquête » devant « d'autres pistes ». 18 h 30. Un homme affirmant parler au nom d'ETA dément l'implication des terroristes basques par un appel téléphonique au journal séparatiste basque Gara, canal habituel des revendications de l'organisation armée. 18 h 40. Acebes : « Nous ne croyons pas » ce démenti.

Samedi, les Espagnols réclament la vérité

16 heures. L'agence de presse EFE diffuse une longue dépêche titrée : « Les pistes désignent ETA et écartent l'hypothèse Al-Qaeda. » Elle cite des « sources officielles » qui n'accordent qu'une « faible crédibilité » au démenti d'ETA. La dépêche est signée... MP, soit Miguel Platon, le directeur de l'information. 20 h 15. Angel Acebes confirme l'arrestation de cinq hommes, deux Indiens et trois Marocains. Il ne peut plus nier que la piste du terrorisme islamiste « est la bonne », d'autant qu'une cassette vidéo découverte dans une poubelle de Madrid contient une nouvelle revendication d'Al-Qaeda. Il ajoute que l'hypothèse d'ETA « n'est pas écartée » pour autant.

Jusque tard dans la nuit, dans plusieurs villes, des milliers de manifestants se rassemblent sur les places : « Avant de voter, nous voulons la vérité ! » Les urnes ouvrent quelques heures plus tard...